



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires
S.E.E.P.R.
Cellule procédures environnementales

CJ

Installations classées
n° 2013 MD 59 IC

ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la société LUZEAL
pour son site agro-industriel de PONTFAVERGER-MORONVILLIERS

le Préfet
de la région Champagne-Ardenne
Préfet du département de la Marne

Vu :

- le Code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation N°96.A.41.IC du 20 juin 1996 autorisant la société LUZEAL à exploiter une unité de déshydratation ainsi que des silos de stockage sur le territoire de la commune de PONTFAVERGER,
- l'arrêté préfectoral complémentaire N°2012.APC.15.IC du 9 février 2012,
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit dégageant des poussières inflammables,
- le rapport N°36/12/06475 K de l'APAVE suite au contrôle de l'état des cellules en date du 18 avril 2012,
- les constats relevés lors de la visite d'inspection du 25 mars 2013,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mai 2013.

Considérant :

- que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé impose, à la section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre, que l'étude technique foudre ainsi que la mise en place des dispositifs de protection et des mesures prévention émanant de cette étude technique soient réalisées au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,

- que l'analyse du risque foudre a été effectuée les 29 et 30 juin 2009 et que l'étude technique ainsi que la mise en place des dispositifs de protection et des mesures prévention émanant de cette étude technique n'ont pas encore été réalisées,
- que l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé impose que les passerelles d'alimentation soient reliées aux fûts des cellules ou aux fondations par des liaisons verticales afin d'être capables de retenir la toiture des cellules en cas d'explosion en leur sein,
- que cette prescription n'a pas été mise en œuvre,
- que l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé impose à l'exploitant de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos et de prendre les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent,
- que l'article 14 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé impose à l'exploitant de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage,
- que le contrôle de l'état des cellules réalisé par l'APAVE en date du 18 avril 2012 révèle la présence de trous au niveau des toits de cellules et viroles pouvant être à l'origine d'infiltrations d'eau dans les cellules,
- que les contrôles visuels de l'état des cellules réalisés annuellement par l'exploitant ainsi que l'observation réalisée par l'inspection des installations classées le jour de la visite d'inspection révèlent des dégradations (notamment déformation de toits de cellules, corrosion) nécessitant de procéder à des travaux de réfection,
- que le silo de la société LUZEAL à PONTFAVERGER est classé parmi les silos sensibles à enjeux très importants du fait de la présence de la route départementale 380, dont le trafic est supérieur à 2000 véhicules par jour, dans les distances d'éloignement forfaitaires définies à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié sus-visé,
- que la société LUZEAL ne satisfait pas à toutes les obligations réglementaires qui lui sont imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2012 sus-visé ;
- que le code de l'environnement prévoit en son article L 514-1 : *« indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. »* ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société LUZEAL est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à PONTFAVERGER, de se conformer aux dispositions de la section III (dispositions relatives à la protection contre la foudre) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé et des articles 11, 14 et 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé et ce conformément aux dispositions des articles ci-après.

Les délais prévus par le présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

Article 2 :

Conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus-visé, section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre, l'exploitant devra :

- réaliser l'étude technique foudre, dans **un délai de six mois**,
- mettre en œuvre les dispositifs de protection et les mesures de prévention émanant de l'étude technique foudre, **dans un délai d'un an**.

Le rapport de l'étude technique foudre sera transmis à l'inspection des installations classées **dès réception**.

Les justificatifs de la mise en œuvre des dispositifs de protection et des mesures de prévention émanant de l'étude technique seront transmis à l'inspection des installations classées **dans un délai d'un mois** à compter de leur réalisation.

Article 3 :

Conformément à l'article 11 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé, l'exploitant devra relier les passerelles d'alimentation aux fûts des cellules ou aux fondations par des liaisons verticales afin d'être capables de retenir la toiture des cellules en cas d'explosion en leur sein, dans un délai d'un an.

La justification du respect de cette prescription sera apportée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la réalisation des travaux.

Article 4 :

Conformément aux articles 14 et 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2012.APC.15.IC du 9 février 2012 sus-visé, l'exploitant devra procéder à la réfection des toits de cellule ayant subi une déformation et des toits, viroles et fûts de cellules présentant des dégradations (corrosion, trous susceptibles d'être à l'origine d'infiltration d'eau dans les cellules, etc.) liées au vieillissement des structures.

La justification du respect de cette prescription sera apportée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la réalisation des travaux.

Article 5 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

Article 6 :Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 7 : Droit des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et Monsieur l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECCTE, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Pontfaverger-Moronvilliers qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société LUZEAL - 51490 PONTFAVERGER-MORONVILLIERS.

Monsieur le Maire de Pontfaverger-Moronvilliers procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. À l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le - 6 MAI 2013

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général de la Préfecture



Francis SOUTRIC